

GABRIEL BONVALOT

---

*A Georges Deherme  
avec son bon souvenir  
Bonvalot*

---

# Propos d'un Français

---

I. — UNE SINGULIÈRE AVENTURE . . . . .	1
II. — L'ÎLE MARCHANDE . . . . .	5
III. — NOUS PAYONS UNE INDEMNITÉ DE VICTOIRE . . . . .	13
IV. — CHAUVINISME, IMPÉRIALISME, MERCANTILISME . . . . .	16
V. — LE PAYS DU DOLLAR . . . . .	22
VI. — LA FRANCE . . . . .	27



H. FLOURY

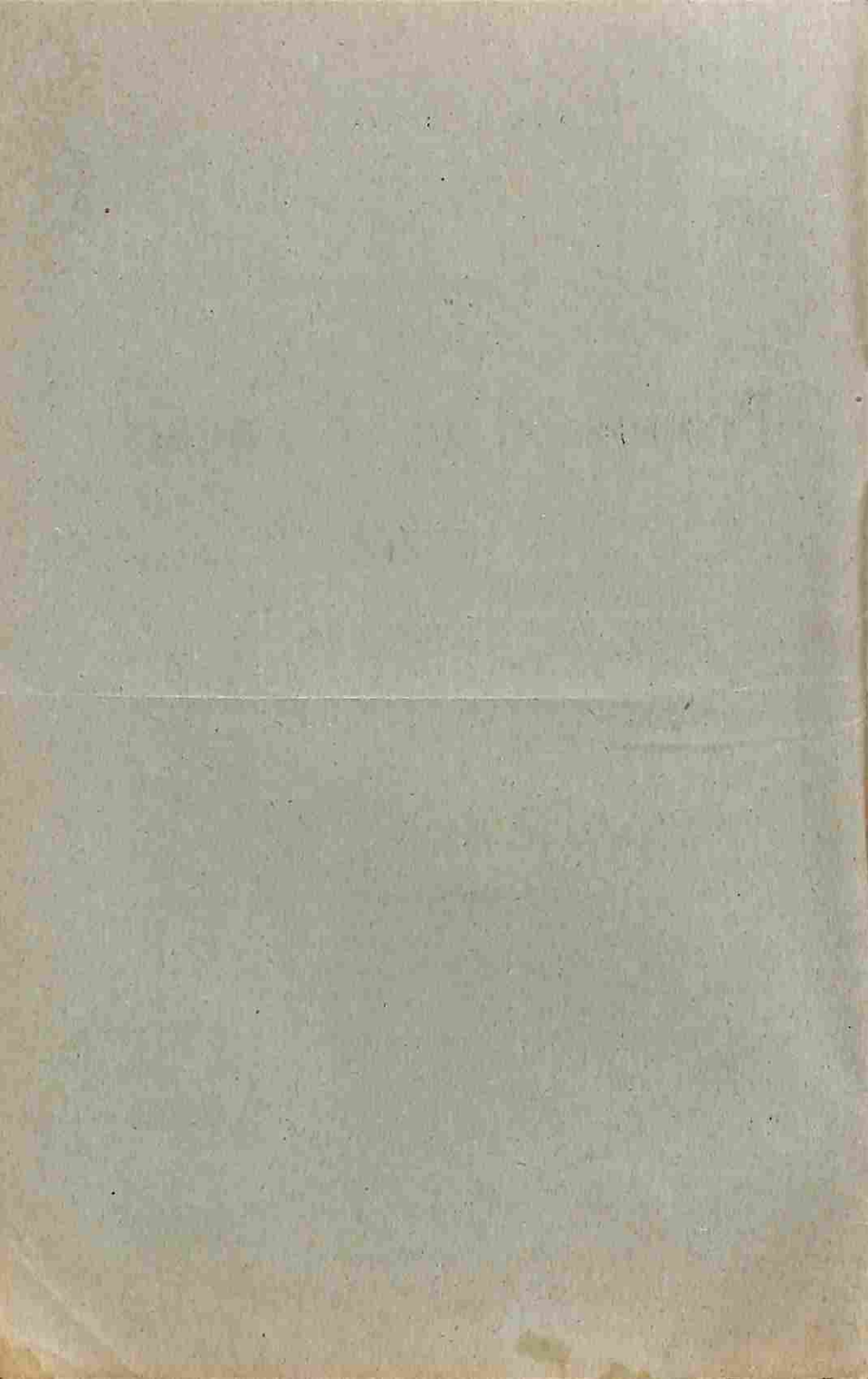
Editeur

PARIS - 2, Rue Saint-Sulpice, 2 - PARIS

1924

---

Prix : 0 50 centimes



# Propos d'un Français

---

## I. — Une singulière aventure

Aucun Français n'aurait pu imaginer, en 1918, après la défaite du Boche, que les subtils conducteurs des peuples nous fabriqueraient un traité dont les conséquences sont aussi peu réjouissantes, et que la France deviendrait le bouc émissaire des alliés et des neutres.

Feuilletez l'histoire, vous ne trouverez rien d'analogue à ce qui nous est arrivé. Quatre ans après une victoire remportée sur notre sol, grâce surtout — ne craignons pas de l'affirmer — au génie de nos généraux et à la solidité de notre armée permanente, nos camarades de combat nous ont traités sans tarder en adversaires, puis à peu près en quantité négligeable. L'un nous a abandonné, l'autre nous harcèle, nous contrecarre et va parfois jusqu'au chantage. Un autre encore nous marque presque du mépris et nous manifeste même de la haine. En un clin d'œil, nous avons perdu nos amis de la veille.

En regard de notre merveilleux effort de la Marne, c'est comme récompense, les égoïsmes collectifs perpétrant l'application du traité la plus hostile à nos intérêts. Naturellement, le vaincu a été ragailardi par ce déchaînement de jalousie, d'envie, « d'amour de soi-même », et il a retrouvé son insolence d'avant-guerre.

Il renie effrontément sa signature, il nous nargue, nous insulte, nous menace; il prépare sa revanche et s'en vante publiquement.

Comme il est convaincu d'avoir échappé à l'invasion parce qu'on le craignait au point de n'oser franchir le Rhin, comme d'autre part, la pratique Angleterre lui prodigue des encouragements, il en conclut qu'on a peur de lui, il se cambre et le voilà hargneux et provocateur. Pourquoi se généraliserait-il?

En Allemagne, on assassine nos officiers et nos soldats, on confisque nos avions, on insulte nos nationaux, et, le cas échéant, l'on s'amuse à les incarcérer.

Nous protestons modestement.

Le Boche en prend à son aise avec tant d'audace, d'insolence et de brutalité, parce qu'il n'a pas été châtié de ses crimes comme il le méritait et comme le traité l'annonçait.

On lui a donné l'impression que la justice était à jamais bannie de ce monde. Le Boche tremblait en pensant aux justes et terri-



bles punitions qu'il savait avoir méritées. Mais il s'aperçoit qu'il n'y a plus ni tribunal, ni juges.

L'Angleterre, la première, a crié vengeance et de quelle voix. Elle lui sourit aimablement, elle flirte, elle lui insinue doucement que les criaileries de la France sont inopportunes, que nous sommes trop exigeants, que le passé est oublié et qu'à Londres on est disposé à serrer la main de ceux qui crânent à Berlin. Le Boche, sûr de l'impunité, reprend toute sa confiance, et il chante à nouveau le « Deutschland uber alles ».

Comment donc en sommes-nous arrivés là? Comment se fait-il qu'au lieu d'agir avec énergie, nous nous soyons ainsi abandonnés au cours des circonstances comme des nageurs épuisés au fil de l'eau?

Sans doute, après un effort surhumain, nous sommes des voyageurs las, heureux de s'allonger au bord de la route, et qui oublient volontiers les dures étapes qui restent à parcourir.

Mais il y a d'autres causes de cet accroc momentané à notre histoire. Les chefs qui osèrent prendre la responsabilité de conduire nos affaires ont, en effet, commis la plus grave des erreurs en politique : ils s'en sont tenus au présent, et n'ont pas préparé l'avenir.

Comment n'ont-ils pas prévu que leurs alliés suivraient les instincts de leur race, les ornières de leur histoire et qu'ils seraient entraînés par leurs ambitions, leurs besoins et leurs intérêts particuliers. Quand notre prestige était indiscuté, nous ne nous en sommes pas servi.

Nous avons déjà payé et nous paierons encore cher cette poltronnerie.

Nous avons donc à vaincre de très grandes difficultés dont notre imprévoyance est la source. Après avoir été les chefs de la guerre et les meilleurs artisans de la victoire, nous n'avons pas osé être les chefs de la paix. Cependant nous en avions le droit.

Et puis, nous ne nous sommes pas « attendus qu'à nous-mêmes » et nous avons trop compté sur le voisin, sur l'allié.

Au moment où la conférence de la paix s'ouvrait, il nous en souvient, des Français qui n'étaient pas des sots disaient : « Heureusement, les Anglais sont là, à côté du Gaulois, qui ne sait pas profiter de sa victoire. Eux ne se paient pas de mots, et leurs intérêts étant aussi les nôtres, ils nous feront un bon traité. »

Des simples poilus étaient plus défiants, peut-être parce qu'ils avaient « bouché certains trous » sur le front et ils nous prédisaient que « les Anglais feraient leurs affaires et pas les nôtres. »

Ces braves garçons avaient raison. Leur bon sens et leur « jugeotte » leur découvriraient la vérité plus sûrement que les études, le savoir juridique, l'habitude procédurière, l'ergotage diplomatique de toutes ces supériorités des bureaux et du parlementa-

risme, dont les unes étaient encore vertes et les autres avaient blanchi sous le harnais.

Et puis nous n'avons pas eu de chance. Nous n'avons eu pour défendre les intérêts de la France qu'un démolisseur de carrière, tandis qu'il nous fallait absolument un constructeur.

Quand le canon tonnait, on ne pensait qu'au front, et pour notre part, bien que nous ayons fait des démarches dès 1916, il nous a été impossible de décider qui que ce soit à s'occuper à l'avance de la paix.

La victoire ayant surpris nos bergers, ils durent improviser et « pondre à la hâte ».

On créa, dit-on, 52 commissions qui auraient tenu plus de 1.500 séances. Et comme c'était la confusion des langues, elles accouchèrent d'un fouillis babylonique. Si bien que les trois dictateurs qui planaient au-dessus de ce troupeau de techniciens furent abasourdis par les caquets d'en bas. Finalement, pour abrégé, ils décidèrent de trancher dans le vif, en cabinet particulier, suivant leurs inspirations, afin de ne pas se noyer dans la mare aux écritures. Ainsi, le traité de Versailles naquit de trois pères éminents qui furent de présomptueux et pitoyables arbitres du monde.

La critique de leur œuvre n'est plus à faire. Un historien déclarait que le traité était illisible, disons qu'il n'est ni clair, ni précis.

Il pose d'innombrables problèmes sans indiquer les moyens de les résoudre. Ceux qui prétendaient soulever la terre avec le formidable point d'appui de la victoire ont fabriqué vraiment un trop court levier qui est le trop maigre chapitre des sanctions.

Quant aux prôneurs de ce traité, quelques-uns exagèrent par aveuglement paternel, mais ils n'ont pas tort de dire qu'il contient du bon dont on aurait pu tirer bénéfice à l'exécution. C'est ce qui arrive pour les ordonnances de mauvais médecins que de bons pharmaciens rectifient. Mais laissons cela.

Aujourd'hui, nous sommes devenus les bêtes noires de la haute finance internationale. Dès 1921, elle nous a annoncé qu'elle nous « dégonflerait de notre impérialisme et de notre chauvinisme » en ruinant notre crédit.

Ces rois Midas, ces gagneurs d'argent nous tiennent pour des débiteurs quelconques. Pour eux, il n'y a pas eu de guerre, notre jeunesse et notre élite n'ont pas été fauchées, notre pays n'a pas été ruiné méthodiquement par un sauvage ennemi.

Bien plus, celui-ci n'est plus pour eux qu'un client méritant la sympathie, car il souffre, affirment-ils, « par la faute d'une France impitoyable ».

La France ne réclame-t-elle pas des réparations aux auteurs de ses ruines? N'exige-t-elle pas d'être garantie contre une nouvelle agression?



Nous en demandons trop, paraît-il. Nous exagérons.

Voilà ce que ces Messieurs de la finance internationale ne nous pardonnent pas. Nous les empêchons de danser en rond autour du veau d'or. Car ils nous accusent d'avoir tué le mark, dont leurs poches sont gonflées. Nous « retardons donc la pacification de l'Europe ».

Enfin, ils nous traitent comme l'âne dans les animaux malades de la peste.

Ces financiers, ces spéculateurs, dominent les gouvernements en mal d'argent et ils amentent l'opinion du monde contre le « maudit animal d'où leur vient tout le mal », et leur cri de guerre est ! « Sus à la France ! Sus au franc ! »

En résumé pour avoir préservé les peuples de la dure hégémonie allemande, ces peuples, l'Angleterre en tête, s'ingénient à nous ruiner et ils sont aux petits soins pour notre ennemi.

Vous l'avouerez, il nous arrive une singulière aventure.

## II. — L'Île Marchande

L'Angleterre n'a pas souffert de ce traité où les clauses qui l'intéressaient sont rédigées en termes clairs et précis.

Au reste, elle aurait pu se passer de conférence de la paix.

Avant l'ouverture des négociations, elle s'était adjugée sa part.

L'opération se fit dans les coulisses. On peut admirer la décision et l'à-propos du « chicanous » Lloyd George endoctrinant le brumeux et prétentieux Wilson qui céda de suite pour la liberté des mers et pour le reste.

L'Angleterre, telle un invité à gros appétit, passa à la cuisine, y mangea les plats de son goût, puis vint s'asseoir à la table commune pour déjeuner encore.

Un Anglais nous disait : « Pourquoi Clemenceau n'a-t-il pas imité Lloyd George, s'assurant de l'essentiel avant la conférence ? »

Cela est évident, nos chefs n'ont pas saisi l'occasion. Ils paraissent avoir été étourdis par le bluff de l'oracle transatlantique.

Mais si nous avons commis des fautes, nous pouvons les réparer. Nous en avons les moyens. Comment nos compatriotes ne comprennent-ils pas enfin que la France est actuellement, quoi qu'on dise, la plus puissante des nations ? Nous reculons devant des « Fantômes de force ». Si nous voulons vivre, nous devons nous rendre à nous-mêmes la justice qu'on nous refuse.

C'est notre droit, et la nécessité nous impose de proclamer notre force. Ce qui nous évitera d'avoir à l'employer.

Dorénavant, ne comptons que sur nous-mêmes. Croyons cet Américain nous invitant à ne rien attendre des États-Unis, et n'espérons pas davantage de l'Angleterre.

Enfin, prenons donc les peuples pour ce qu'ils sont et ne nous étonnons pas de leur conduite à notre égard.

Un de nos amis nous disait : « Quand donc les Français comprendront-ils ce que c'est qu'un Anglais, ce que c'est qu'un Allemand ? » Oui, c'est cela qu'il faut comprendre si nous ne voulons pas perdre notre temps en négociations, où nous nous épuiserons à vouloir concilier l'inconciliable.

Prenons l'Angleterre :

Un de nos plus grand historiens l'a définie en quelques mots : « **L'Angleterre est une île marchande** », ajoutons : **dont les habitants sont les forcés d'un « inexorable commerce** ».

Voilà le fait qui règle toute sa politique.

Elle a commis l'erreur de s'industrialiser outre mesure, en profitant des grandes facilités que ses mines de charbon lui assu-



raient. Elle a négligé l'agriculture, son sol ne peut plus la nourrir. Elle a préféré vendre ses marchandises avec de gros bénéfices et demander sa subsistance aux autres peuples.

Pour conserver le contact avec les continents, elle a dû s'assurer la domination des mers et ses armateurs ont été les plus grands convoyeurs de l'Univers. Grâce au fret de départ que son charbon lui assurait, sa marine a défié les concurrents. Des capitaires anglais ont été engagés sur toute la surface du globe et les banquiers de la Cité ont contrôlé les plus grandes entreprises.

Sa politique exclusivement commerciale, industrielle et bancaire, a toujours tendu à l'accaparement des marchés.

Avant la guerre, on trouvait dans toutes les bonnes places des Anglais qui vivaient confortablement des « graisses de la terre » dans un plantureux confort et une douce sécurité.

Mais les Allemands possédaient également de riches mines de charbon ils commirent aussi la faute — de se « trop industrialiser ». Cependant, le vieux de Mœkte les avait prévenus que « s'ils négligeaient la culture de leur sol, ils ne pourraient soutenir une longue guerre ». Ils ne l'écoutèrent point.

Ils étaient organisateurs, disciplinés, travailleurs, actifs, méthodiques, et bientôt leurs usines devinrent si nombreuses que le marché intérieur ne put les alimenter. D'imprudentes habitudes financières les accablèrent à la surproduction.

Ils durent pratiquer le dumping, trouver encore et encore de nouveaux clients, et ils se répandirent sur tous les continents pour en dénicher.

Les Anglais somnolaient dans des sortes de prébendes très grasses en pratiquant le moindre effort, les Allemands les dérangèrent subitement dans leur quiétude. Ils bouleversèrent leurs routinières habitudes commerciales par la pratique des longs crédits et ils devinrent leurs concurrents les plus acharnés.

L'Allemagne troublant les digestions de l'Angleterre, l'Angleterre devait écraser l'Allemagne et c'est dans ce but qu'en 1914 elle s'est placée à nos côtés.

Après la victoire, l'Angleterre crut assurer pour longtemps sa domination sur les mers et sur les marchés en détruisant la flotte de guerre et en se faisant livrer les deux tiers de la marine marchande de ses concurrents redoutables.

Mais cela ne suffisait pas. Les temps étaient changés. Pendant la guerre, les neutres et les peuples de l'Amérique du Nord et du Sud ne furent plus aussi bien ravitaillés en produits anglais qu'en temps de paix. Pour suppléer à ce que l'on ne leur apportait plus, ils construisirent eux-mêmes de nombreuses usines. La paix fut signée, la plupart de ces usines continuèrent à travailler, et lorsque les Anglais vinrent solliciter leurs clients d'autrefois, ils trouvèrent la place prise.



Les statistiques établissent que les Etats-Unis, par exemple, leur ont enlevé un grand nombre de leurs clients dans l'Amérique du Sud. Cela est arrivé aussi sur d'autres marchés. Car, les Etats-Unis, importateurs des capitaux avant la guerre, en exportent aujourd'hui dans toutes les directions. Ils ont tant vendu aux belligérants qu'ils sont, dit-on, embarrassés de l'or que la guerre leur a procuré. Leur puissance financière dépasse celle de l'Angleterre, et ils s'en servent.

Voilà une des principales raisons de ce chômage, dont les Anglais gémissent et qu'ils ne craignent pas d'assimiler à la misère de nos régions dévastées.

Il serait cependant facile aux Anglais de connaître les causes de leur malaise économique. Qu'ils fassent le compte de leurs chômeurs, dans chaque industrie, puis vérifient les concurrences qui ont surgi parallèlement dans les divers pays. Ils constateraient alors combien ce qui leur arrive était inévitable.

Une autre cause de leur chômage est leur change élevé. Comment empêcher leurs clients à change haut de s'approvisionner chez les nations à change plus bas?

Les Anglais profitent eux-mêmes du taux élevé de leur livre pour passer des commandes au dehors. Ils n'hésitent pas à faire fabriquer à meilleur compte afin de réaliser de plus grands bénéfices qu'en fabriquant eux-mêmes.

Des usines travaillent pour eux dans ces conditions en France, en Tchécoslovaquie, en Allemagne. Depuis longtemps Sheffield demande à Solingen des articles qu'il poinçonne et revend avec un gain énorme. Dans une récente réunion des manufacturiers de cette ville, certains d'entre eux se plaignaient un peu tard de cette pratique.

C'est que pour des gagners d'argent, la combinaison est tentante, et ils en profitent. Mais leurs ouvriers se croisent les bras.

En outre, leur émigration n'est plus aussi abondante. Les Etats-Unis et plusieurs Dominions britanniques la limitent sévèrement pour éviter l'abaissement des salaires qui résulterait d'une trop abondante offre de main-d'œuvre. Et l'Angleterre n'étant pas délestée par les exodes habituels est encombrée. Et puis, ce sont les Indes, l'Egypte, où l'hostilité des « natives » contribue à diminuer les exportations de la Grande-Bretagne.

Enfin, son change très élevé enlève non seulement des clients à ses marchands, mais à ses armateurs. On recule devant le taux trop élevé de ses frets et les marins chôment comme les autres. Entre temps, sans perdre une minute, l'Allemagne, qu'elle s'obstine à protéger, a reconstitué rapidement une superbe flotte marchande et avec des navires neufs et très modernes, elle offre ses services à des prix qui défient toute concurrence. Les armateurs anglais le constatent eux-mêmes et s'en inquiètent avec raison.

En résumé, malgré les commandes au dehors qui en enrichissent quelques-uns, l'industrie et le commerce anglais estiment qu'un tel état de chose ne peut pas se prolonger.

On ne peut pas nourrir indéfiniment plus d'un million de personnes à ne rien faire. Et ainsi qu'il arrive souvent à ceux qui ont gagné beaucoup d'argent et qui en gagnent moins, les Anglais admettent difficilement qu'ils ne puissent pas s'en prendre aux autres.

Condamnés à l'industrie, au commerce et aux transports, parce qu'ils ne peuvent se nourrir qu'en exportant, ils ne sont pas précisément de bonne humeur en ce moment.

Ils voudraient bien revenir à leur prospérité d'avant-guerre sans rien changer à des habitudes qui leur ont si bien réussi pendant plus d'un siècle. Et leur marotte est de rétablir l'Europe dans l'état où elle était quand l'Angleterre s'enrichissait.

Ce n'est malheureusement pas l'affaire d'un jour.

Si l'Angleterre n'était que commerçante, elle pourrait peut-être, plus facilement changer, comme on dit, son fusil d'épaule, et, à défaut d'une marchandise en vendre une autre. Elle nous a montré pendant la guerre combien sa rage du gain est ingénieuse, car elle a ravitaillé l'Allemagne jusqu'en 1917, en réalisant sans honte des bénéfices scandaleux. Aujourd'hui, elle pourrait également tirer parti de ses capitaux par des procédés nouveaux. Elle le fait du reste dans une certaine mesure, même en Allemagne.

Mais elle possède des usines, des machines, des navires, un outillage formidable représentant des milliards immobilisés, qui doivent absolument travailler, sinon, c'est la ruine. Elle ne peut les transformer, il lui faut les alimenter.

Mais la haute finance qui mène la danse du change maintient le taux élevé de la livre, et comment faire ? Ou bien ramener la livre à un taux se rapprochant des devises des anciens clients qui pourraient reprendre en partie leurs relations commerciales avec l'Angleterre; ou bien supprimer telles usines, comprimer, réduire l'industrie et inaugurer un nouveau système de production et de vente.

Cela est bien difficile dans une telle crise.

Et alors les Anglais sont « comme des crins ». Ils passent leur mauvaise humeur sur la France qu'ils ont élevée à la dignité de bouc émissaire.

Leur faveur va à l'Allemagne qui, ils le savent bien, a voulu les anéantir. Au point de vue commercial et industriel, ils n'ont jamais eu de plus dangereux concurrent. Néanmoins, ils se sont ingéniés à le sauver. En suivant une telle ligne de conduite, ils ont certainement été aveuglés par des préoccupations qui ne sont pas seulement économiques. Sinon, on ne comprendrait pas cette con-



descendance pour un féroce ennemi, dont le but, en déclarant la guerre, était de les ruiner.

Mais voilà, il y a la France, dont l'Angleterre fut toujours l'ennemie ou la rivale. Un hasard de l'histoire en avait fait une alliée d'un instant. La guerre est terminée, on n'a plus besoin de ce camarade de combat, et retournant à la vieille ornière de 1815, le Foreign Office veut nous empêcher de grandir.

Partout ses agents nous barrent la route, nous combattent. Ils nous créent des difficultés partout où ils nous trouvent, en Orient, en Syrie, en Turquie, et dernièrement à Lausanne. Non, il ne faut pas que la France grandisse et qu'on revole les temps de Louis XIV et de Napoléon. Car nous ne nous en serions pas doutés, nous sommes actuellement grisés par notre victoire et nous ne songeons qu'à établir notre hégémonie sur l'Europe, ensuite sur le reste du monde.

Et puis, il y a un danger formidable dont on parle souvent en Angleterre qui porterait un coup mortel à son industrie métallurgique. C'est l'entente possible entre le charbon de la Ruhr et le minerai français.

Nos alliés se souviennent avec satisfaction du prix auquel ils nous ont vendu leur charbon quand nous en avions un pressant besoin. Quel désastre si nous trouvions ailleurs les quelques vingt millions de tonnes qui nous manquent en échangeant le combustible contre notre minerai.

A ce propos, il est plaisant de constater avec quelle naïveté égoïste un journal anglais s'indignait récemment en apprenant que grâce à un accord franco-belge avec l'Allemagne, les usines de Westphalie enverraient du charbon à l'Italie. « L'Angleterre va être lésée », s'écriait-il.

C'est que le monde entier doit se fournir comme autrefois en Angleterre de tout ce qu'elle peut vendre.

Chaque fois qu'on lui fait concurrence, on la lèse gravement, car, ne l'oubliez pas, on l'affame.

Souvenez-vous des pancartes promenées dans les rues de Londres sur le dos de pauvres diables, par les soins de la Ligue Maritime : « **England will starve** » (L'Angleterre mourra de faim), si elle n'a pas une flotte assez forte pour lui garantir la maîtrise des mers et le libre passage de la nourriture qu'elle va chercher aux quatre coins du monde.

Alors l'Angleterre « île marchande », se considère comme menacée de mort si son commerce, son industrie, ne prospèrent pas. Et c'est vrai. A moins qu'elle ne revienne à l'agriculture après un abus d'industrialisation.

Quant à la maîtrise des mers, qu'elle n'y compte plus, ainsi que l'en avisait un journal italien, il y a maintenant des sous-marins et des avions qui changent les conditions de la lutte.



C'est avec tous ces ennuis, c'est sous l'empire de ces préoccupations que l'Angleterre a agi à l'égard de la France, comme à l'égard d'une ennemie.

Elle continuera jusqu'à ce qu'elle ait compris que les temps sont changés et que tout de même nous ne sommes pas responsables de ce qui lui arrive.

Mais elle ne pourra restaurer sa situation économique qu'autant qu'elle abandonnera sa politique d'équilibre à tout prix en Europe, qu'elle se résignera au relèvement de la France et qu'elle finira par la tenir non pour une ennemie éternelle, mais pour une voisine avec qui il y a tout avantage à entretenir des relations amicales.

Nous craignons, hélas ! qu'il ne « coule beaucoup d'eau sous le pont » avant que notre alliée ne s'apaise.

Tandis qu'elle s'occupait de maintenir l'unité de l'Allemagne, nous voulons dire la domination de la Prusse sur les Allemagnes, son propre empire britannique se disloquait. D'abord, les Dominions furent affranchis en 1921 par Lloyd George, leur accordant le droit de ne participer à une guerre de l'Angleterre qu'après l'approbation de leurs parlements. Ce fut une véritable déclaration d'indépendance. Puis, à la grande Réunion Impériale d'octobre 1923, des Dominions, ont même réclamé leur propre représentation diplomatique.

Entre la Métropole et les Dominions, les liens politiques sont donc très minces, il subsiste surtout des rapports de neveux qui tirent d'une tante lointaine tout ce qu'ils peuvent. On s'adresse à la métropole lorsque l'on veut être protégé; on lui demande des capitaux; des émigrants, dont on fixe le nombre, et, par crainte du Japon, par exemple, on contribue à une base navale à Singapour. Néanmoins, ces fragments de l'Empire ne sont plus les pièces d'une même machine.

De plus, l'Irlande s'est séparée, elle aura sa propre armée et ses volontaires n'afflueront pas comme autrefois dans les régiments anglais. Quoi qu'il arrive, voilà un brulôt au flanc de l'Angleterre.

Dominant le tout, répétons-le, il y a l'arrêt de l'industrie, la diminution du commerce, l'affreux chômage qui coûte très cher.

Etonnez-vous donc dans de telles conditions les habitants d'une île marchande qui rêvent d'exportation et de transport, et qui voient leurs coffres se vider, regardent avec des yeux cruels tous ceux à qui ils ont avancé de l'argent pendant la guerre et que nous soyons privilégiés à cet égard.

A entendre ces financiers et ces politiciens, nous serions d'heureux mortels. Nous profitons de la ruine de nos usines pour en construire de beaucoup mieux outillées, ce qui leur confère une supériorité sur celles d'Angleterre. Nos réparations ne sont donc

que d'excellents placements et nous devenons pour nos Alliés des concurrents redoutables.

Et puis de quoi nous plaignons-nous? Le nombre de nos chômeurs est insignifiant; que cela tienne à ce que la reconstitution de nos départements dévastés absorbe une énorme quantité d'ouvriers, importe peu à l'Angleterre.

Elle ne s'occupe pas des causes, mais des faits, et c'est un fait que la France travaille, donc elle est privilégiée.

Alors, notre Alliée se tient pour la vraie victime de la guerre. Ses politiciens nous reprochent notre rapacité. Ses économistes nous assomment de calculs pour prouver que nos évaluations de dommage sont exagérées à dessein.

Nous pourrions citer d'innombrables articles parus dans les journaux et les revues de notre alliée qui montrent combien la perspective d'un relèvement de notre pays l'inquiète. Elle appréhende notre activité. Répétons-le : elle s'effraie de notre concurrence.

Bien qu'elle proclame que la paix de l'Europe est le but qu'elle poursuit, elle envisage avec anxiété le moment où la France et l'Allemagne s'accorderaient.

Voici une déclaration très claire et très naïve qui a paru dans un récent bulletin de la Barclays Bank :

« 22 juillet. — L'Angleterre est tout à la fois riche et timorée, prospère et inquiète. Elle ne désire ni voir ses concurrents du continent en finir trop rapidement avec leurs embarras économiques et financiers, ni voir la France, victorieuse de l'Allemagne, établir une sorte d'hégémonie économique sur l'Europe centrale pacifiée.

« Dans l'effondrement éventuel du Reich, la France se dresserait comme la seule grande puissance industrielle du continent. Appuyée à la fois sur le charbon de la Ruhr et sur le minerai lorrain, elle jouerait sur le marché métallurgique un rôle exceptionnel. Les métallurgistes d'outre-Manche peuvent-ils aider sincèrement à la réalisation de cette éventualité? »

Nous sommes convaincus que tel est le fond de la pensée des hommes d'affaires anglais. Ils ne gagnent plus autant d'argent qu'avant la guerre, et ils voudraient à tout prix recouvrer leur prospérité d'autrefois. Les gens de la Cité s'entendent facilement avec le Foreign Office. N'en doutez pas, celui-ci ne veut pas d'une France forte, et ceux-là tâchent de reculer l'instant où une vraie paix permettrait à l'Allemagne de s'entendre avec nous.

Voilà pourquoi, depuis la signature du traité, les gouvernements anglais se sont servis tantôt de moyens politiques, tantôt de moyens financiers pour réduire nos créances et nous créer, sans arrêt, de nouvelles difficultés quant aux réparations.

Mettons-nous donc bien dans la tête, que l'Angleterre est une



« ile marchande » qui exporte pour manger. Elle sort des marchandises et ramène de la nourriture. Elle est soumise à l'impérieuse nécessité de vendre au dehors pour vivre. Et alors ses ennemis sont tous les concurrents qui diminuent ou pourraient diminuer ses exportations. Elle en est là.

Ne nous étonnons donc pas que partout où il y a un marché en Europe, en Asie, en Afrique, ou ailleurs, elle nous traite comme un adversaire gêneur et non point comme une camarade de combat.

Ventre affamé n'a pas d'oreilles.

— Aussi longtemps que l'Angleterre sera enchaînée à la « servitude des intérêts », nous n'aurons jamais rien de bon à en attendre, sauf quand ses intérêts se confondront momentanément avec les nôtres. Or, ses chefs ne sont pas encore de cet avis.

---



### III. — Nous payons une indemnité de victoire

Dans toutes les conférences qui ont suivi la signature du traité de paix, l'Angleterre a manœuvré pour réduire notre créance sur l'Allemagne et retarder l'heure où celle-ci paierait.

Les engagements pour les réparations ne furent pas tenus.

Comme nous ne pouvions pas laisser en ruines nos régions dévastées jusqu'à ce que notre ennemi voulut bien s'exécuter, nous avons fait les avances nécessaires. Nous ne pouvions pas non plus laisser mourir de faim nos mutilés et nos blessés, et nous leur avons payé leurs pensions qui sont à la charge du Boche. Au total, nous en sommes à plus de cent milliards de notre poche. En attendant mieux, ces sommes énormes sont portées au budget des dépenses recouvrables, mais nous en payons bien entendu les intérêts aux prêteurs.

Au début, nous étions persuadés que nos alliés britanniques nous aideraient à recouvrer notre dû. Ils s'en sont bien gardés. Si l'Allemagne avait payé, elle se serait affaiblie en même temps que la France se serait fortifiée. Et les gouvernants anglais ne le voulaient à aucun prix.

Examinez les résultats des accords depuis 1919, ils sont contre nous. Chaque fois qu'une nouvelle conversation s'est engagée, on nous a trop facilement amenés à rogner notre créance. Aujourd'hui on nous offre 26 milliards de marks-or pour la réparation des dommages. En échange, on nous exonérerait des dettes dites interalliées que l'on a trouvé le moyen de mélanger aux réparations, ce qui est injuste et inouï.

Or, répétons-le, nous avons avancé plus de cent milliards, il nous en faut encore environ 20 ou 30 pour les régions dévastées. Il est difficile d'évaluer les pensions, mais elles représentent également des dizaines de milliards.

Vous pouvez aisément calculer quelle serait notre situation financière si nous acceptions les propositions qui sont dans l'air. Ce ne serait plus seulement la paix sans annexions ni indemnités chère aux bolcheviques du dehors et aux bolchevisants de l'intérieur. Ce serait pour la France une véritable défaite, avec ses conséquences, enfin, la ruine qui inviterait le Boche à la revanche, et il la prépare.

Avec un empressement vraiment touchant, des publicistes d'outre-Manche s'intéressent vivement à ce que nous remboursions les sommes avancées par les Etats-Unis. Ils les mettent dans le même panier que les sommes avancées par l'Angleterre, et en

préconisent le paiement. Ils rassemblent ces dettes pour exercer une plus forte pression sur la France.

D'autres voudraient s'en servir comme d'un objet d'échange pour que nous abandonnions la meilleure part de nos créances sur l'Allemagne. On vous tiendra quitte, disent-ils, de ce que l'Angleterre et les Etats-Unis vous ont avancé, mais ce sera autant de moins que vous recevrez de l'Allemagne. C'est-à-dire que l'Allemagne serait déchargée et que nous ne toucherions rien.

Vous n'avez pas oublié avec quelle désinvolture, les Anglo-Saxons, businessmen dans l'âme, ont décliné toute solidarité financière avec leurs camarades de combat dès qu'ils crurent pouvoir se passer de leurs services. Au temps où nous versions des flots de sang sur les champs de bataille, on faisait bourse commune. On ne nous parlait pas de nos dettes, car il eut été indécent d'appeler ainsi des subsides versés pour le salut de tous. Mais *passato il pericolo, garbato il santo*, dit le proverbe italien, bien connu.

Et les réclamations de nos alliés nous arrivent dès que leurs soldats furent rentrés dans leurs foyers, au-delà des mers, où l'on vit tranquillement à l'abri du « furor germanicus ».

Nous aurions dû exiger au moins une revision des comptes. Mais quel travail! Et puis, que de tripotages probables on eût découvert! On n'en fit rien. Peut-être était-il intéressant pour nombre de personnalités de laisser dans l'ombre certains marchés. Il y eut, en effet, quelques bénéfices exagérés et même illicites. Bref, on accepta les totaux sans vérifier de quoi ils se composaient. Les additions étaient exactes, sans doute, cela suffisait.

Nous avons déjà protesté contre les prétentions de nos alliés. Ne les accusons pas d'ingratitude, ne parlons pas de reconnaissance, denrée très rare, dont les peuples comme les individus, font une très petite consommation. Il est donc naturel que nous ayons eu une réédition du voyage de « Monsieur Perrichon ».

Aujourd'hui, nous savons à quoi nous en tenir. Il nous reste à défendre notre caisse avec autant d'énergie que récemment nous défendions notre territoire. Il en est temps encore. Ce qui est juste n'est jamais périmé.

En nous offrant l'exonération de nos dettes à la condition d'abandonner la majeure partie de nos créances sur l'Allemagne, les Anglo-Saxons, répétons-le, nous offrent zéro. Il n'entrera pas une livre dans nos caisses.

Assimiler des subsides à nos créances sur l'Allemagne est une plaisanterie de mauvais goût. Nous n'avons pas dépensé l'argent de nos alliés pour nos fins particulières. C'était leur sort qui se jouait comme le nôtre. Et sans notre service militaire obligatoire sans notre armée permanente, sans nos officiers, sans nos états-



majors, l'Allemagne l'emportait et elle réduisait le monde en esclavage.

Au reste, l'argent dont on ose nous demander le remboursement ne sortit pas des Etats-Unis, ni de l'Angleterre. Nous reçûmes des fournitures, munitions, charbon, fret et tout cela facturé au prix fort. Souvent un seul voyage remboursait l'armateur de l'achat de son navire. Nous savons tel produit qui valait 85 centimes, qu'on nous comptait à 15, puis à 26 francs. N'entrons pas dans le détail.

Quel que soit le montant des sommes folles qu'on nous réclame, ne nous en effrayons pas. Nos alliés abusent, ils manquent vraiment de mesure. Cela ne les empêche pas de prétendre que notre estimation des dévastations allemandes est trop élevée.

Néanmoins, les comptables d'Angleterre et des Etats-Unis seraient aimables de réserver cette sollicitude pour leurs anciens alliés.

Rappelons-leur que nous leur avons fait payer le prix coûtant pour les munitions que nous avons fabriquées avec les matières premières qu'ils nous ont facturées très haut.

Proclamons-le, nous n'avons pas contracté de dettes ni en Angleterre, ni aux Etats-Unis pendant la guerre. Oui, on doit plus à la France qu'elle ne doit.

Pendant la guerre, un Américain nous l'a dit : « Alors, ces avances, c'était pour nous, c'était prêter à nous-mêmes. Donc ces avances, jusqu'au dernier dollar, doivent être annulées. »

Et un Anglais écrivait l'été dernier : « N'est-ce pas aussi le moment de cesser de parler des dettes de guerre de nos alliés envers nous, comme si nos avances avaient été des transactions financières normales, conclues dans des conditions ordinaires, alors qu'elles n'étaient que des subsides, que nous n'aurions pas pu refuser à l'époque, même si nous avions su n'être jamais remboursés, parce que ces avances étaient nécessaires au maintien des armées alliées en campagne, sans lesquelles, nous, aussi bien qu'eux, aurions perdu la guerre. »

L'*Idea Nazionale* dit la vérité en affirmant : « Nous ne devons pas payer les dettes dites de guerre, non parce que nous ne le pouvons pas, mais parce que nous ne les devons pas. Nous ne les devons pas parce que l'argent en question n'a pas été prêté par l'Angleterre et les Etats-Unis à l'Italie et à la France dans leur intérêt particulier, mais engagé dans l'entreprise vitale — vitale pour tous — de la guerre commune. »

En somme, nos alliés et nos ennemis sont d'accord pour nous faire payer **UNE INDEMNITE DE VICTOIRE.**



#### IV. — Chauvinisme, Impérialisme Mercantilisme

Chez nos anciens alliés, chez nos voisins, chez les neutres, un front unique de calomnie s'est formé contre la France.

Ainsi que M. Frankfurter, de l'Université Harvard, nous en menaçait en 1921, on nous veut « *dégonfler de notre chauvinisme et de notre impérialisme* » et la haute finance internationale se charge de cette besogne nécessaire, paraît-il.

Donc, nous sommes des chauvins, c'est-à-dire une France peuplée en majeure partie de gens l'aimant beaucoup. Ils ont raison, car vous pouvez m'en croire, c'est le plus beau coin de la terre. Nous aimons notre pays, et lorsqu'il est attaqué, nous le défendons de tout notre cœur. Lorsqu'il traverse des moments difficiles, qu'il est en danger, nous nous unissons volontiers et nous luttons ensemble contre la mauvaise fortune. Souvent, nous avons été abaissés, abattus, mais toujours nous nous sommes relevés, et nulle puissance humaine n'a pu jusqu'à ce jour arrêter le cours de notre histoire. On nous trouve peut-être un peu « glorieux » de notre passé. Pourquoi nous le reprocher ? Ne sommes-nous pas les ouvriers semant ces idées généreuses qui font la vraie noblesse de l'homme ?

Mais, et c'est naturel, nous inspirons de l'envie, très certainement, aux spectateurs étonnés des diverses extrémités de notre fortune.

Certains trouvent insolente notre devise *fluctuat nec mergitur*.

Que nous soyons vainqueurs ou vaincus, nous n'avons pas les sympathies des gouvernements.

En 1870, Bismark nous attira dans son piège en falsifiant la dépêche d'Ems. Notre très bonne armée fut très mal commandée et nous fûmes battus. Alors nous fûmes « lâchés » à peu près par tous les gouvernements. Jamais vaincu ne fut piétiné avec un plus parfait ensemble. Les Etats-Unis envoyèrent de chauds télégrammes de félicitations au triomphateur, l'Angleterre applaudit, le monde entier vint en pèlerinage s'agenouiller aux pieds du vainqueur et l'encenser.

La grande nation, on l'appelait ainsi ironiquement, passa de très mauvais moments. Mais elle se mit au travail. Instruite par une dure expérience, elle créa l'état-major qui lui avait malheureusement manqué, et à l'exemple de la Prusse elle s'imposa le service militaire obligatoire.

Cela lui a coûté cher, mais jamais argent ne fut mieux placé,

et si des politiciens obtus n'avaient pas lésiné sur des dépenses, nous aurions été dans de meilleures conditions pour soutenir le choc en 1914. C'étaient des chauvins, effrayés par les préparatifs de l'Allemagne, qui demandaient que nous en fassions autant de notre côté. Ces patriotes ne furent pas écoutés. Nous avons été cruellement punis de notre coupable imprévoyance, car notre jeunesse fut fauchée. Comme nous voudrions retarder autant que possible le retour de ces horribles massacres et de ces dévastations infernales, nous restons l'arme au pied et faisons sentinelle sur le Rhin pour barrer l'invasion. Tel est le chauvinisme dont nous sommes gonflés.

En somme, nos alliés nous reprochent notre prévoyance et notre inquiétude justifiée du lendemain ? Ils ne nous comprennent point, étant à l'abri des mers, et sans frontières à surveiller. Notre conduite déplaît aussi aux neutres. Tous nous tiennent pour des « trouble-fêtes économiques », qui les empêchent de gagner de l'argent.

Nous sommes donc taxés d'impérialisme, ni plus, ni moins, que les Allemands l'étaient pendant la guerre. Si nous comprenons bien le sens de ce mot, il signifie que les peuples atteints de cette lèpre ne songent qu'à écraser les autres, à accroître leurs domaines par les armes, ou bien à s'ingérer dans les affaires intérieures des nations, afin de les dominer par des accords consécutifs à des prêts rémunérateurs. Mais c'est le cas des Etats-Unis et de l'Angleterre, et on pourrait rétorquer à nos alliés l'accusation qu'ils portent contre nous. Leur impérialisme, il est vrai, ne les gêne point, et à les en croire, ce n'est pas de leur part de l'impérialisme, mais une jolie manifestation du progrès. Donnons un seul exemple : Voyez ce qui se passe à Haïti, où les agents des Etats-Unis se sont attirés les durs reproches du sénateur Borah : confiscations, prévarications, gabegie, cruauté, 9.000 prisonniers indigènes morts de mauvais traitements, 500.000 dollars-or confisqués.

Nous n'en sommes pas là.

Seuls les Français, en s'obstinant à vouloir rester assez forts pour résister à l'agression que l'Allemagne prépare, se comporteraient en impérialistes du meilleur cru. Nous avons donc, comme on dit, une très mauvaise presse, sauf de très rares exceptions.

Les hommes oublient avec une telle facilité les événements les plus récents que nous perdrons notre temps en cherchant à rappeler notre passé à nos censeurs. Quant à nous, nous ne pouvons totalement oublier que depuis deux mille ans nous subissons des invasions des barbares de l'Est. En l'espace d'un siècle, nous en avons été victimes à diverses reprises, nos provinces ont été ravagées, nos villes détruites, nos populations traitées avec dureté et férocité.



Quelle que soit notre tendance gauloise à l'indulgence et à l'oubli, nous ne pouvons pourtant pas dormir en paix quand, nous le constatons journellement, l'incorrigible et insatiable Allemagne s'arme sournoisement ou ouvertement et qu'elle prépare une revanche qui, elle le déclare, sera terrible. Cependant, nos Alliés et les neutres ne lui reprochent pas son impérialisme. Au contraire, ils plaignent cette pauvre affligée. Serait-ce parce qu'ils lui ont acheté des milliards de marks et qu'ils se sont ainsi liés à sa fortune ? Mais voici ces marks sans valeur aucune. Cette faillite ouvrira peut-être les yeux de ceux qui ne voulaient pas voir.

D'un autre côté, les révélations du « Daily Mail » sur l'armée secrète (?) d'Allemagne suffiront, nous l'espérons, à moins que la bêtise humaine ne soit décidément infinie, à prouver que la conduite de la France était raisonnable le jour où elle a occupé la Ruhr, cette formidable usine de guerre, et qu'elle a raison de redouter un retour offensif de l'ennemi.

Les chiffres cités par le journal anglais sont éloquentes. Les procédés du Reich ne sont pas moins instructifs. Les divers gouvernements qui se sont succédé à Berlin depuis la paix ont jeté au vent le Traité de Versailles. Il les autorisait à entretenir 100.000 hommes de Reichswehr et 100.000 hommes de police, mais interdisait instruction militaire, école de guerre, état-major général, dépôts, manufactures d'armes et fabriques d'obus.

Tout a été maintenu, grâce à un camouflage habile. Et l'on estime l'effectif de cette armée secrète (si peu) à 7.820.000 hommes, dont la mobilisation est préparée. Cette préparation à la revanche s'est faite sous l'œil bienveillant des Anglais et de nos autres Alliés, à la connaissance des neutres. Cependant ni les uns, ni les autres, n'ont parlé de l'impérialisme allemand. Mais ils s'indignent de l'impérialisme des Français, bien qu'il consiste exclusivement à assurer la sécurité de notre pays.

Les neutres ne bronchèrent pas lorsque la neutralité de la Belgique fut violée. Actuellement, ils s'intéressent vivement au sort de l'Allemagne. Ne vous étonnez pas, il s'agit tout simplement d'une visite de digestion. Ils la doivent à cette cliente qui leur a versé des milliards pendant la guerre. Mais les Scandinaves en particulier vont un peu fort. On les voit intervenir avec acrimonie dans la Sarre, à la Société des Nations, et toujours contre la France. Ils perdent des occasions de se faire. L'Allemagne, en effet, fut une de leurs meilleures clientes pendant les hostilités. Ils la ravitaillèrent constamment et ils prolongèrent sa résistance d'au moins deux ans, au dire de l'amiral anglais Consett.

Ce fut alors un prodigieux afflux de richesses dans les pays scandinaves et surtout en Danemark et en Suède. Nous avons lu d'amusants récits de la « grande vie » menée par les nouveaux

riches à cheveux blancs dans ces pays qui nous expédient aujourd'hui des leçons de morale.

Le jour où l'on publiera tous ces documents ayant trait au ravitaillement de l'Allemagne, l'homme ordinaire s'ébahira des exploits du mercantilisme.

Nous possédons déjà quelques données très suggestives, grâce au livre courageux publié par l'amiral Consett, qui fut attaché naval à Copenhague pour les trois Etats scandinaves.

Jamais l'appât du gain n'a tant abaissé l'humanité. Nous autres avons peine à comprendre qu'un peuple comme le Danemark, que le Boche avait autrefois dépouillé, se soit employé avec tant de persévérance à le sauver de la défaite. Tandis que des trains rapides portaient régulièrement de la nourriture à l'Allemagne, parfois les bouchers de Copenhague n'avaient pas à vendre une livre de viande. Tout était parti chez le voisin.

Naturellement la population se plaignait et on la bernait en lui expliquant que cette pénurie résultait du blocus exercé par la flotte anglaise. Pour calmer l'opinion publique, les gouvernements scandinaves adressaient des suppliques et des réclamations à l'Angleterre qui les affamait, disaient-ils.

Dans le même temps, rien n'est plus drôle, l'Angleterre se tournait vers les Etats-Unis et leur reprochait de ravitailler les ennemis de l'Entente.

Les Etats-Unis répondaient que les visites de leurs navires par la flotte britannique les gênaient beaucoup dans leur commerce avec les Scandinaves, et ils réclamaient moins de sévérité.

Ils établissaient par des statistiques que si l'Angleterre leur créait des difficultés, c'était évidemment pour favoriser son propre commerce avec les intermédiaires de l'Allemagne. Et c'était la vérité.

Jusqu'en 1917, à la date de l'entrée en guerre des Etats-Unis, l'Angleterre a ravitaillé l'ennemi, malgré les avertissements, les réclamations, les plaintes de l'amiral Consett, qui constatait lui-même ou par ses agents, que les pays scandinaves achetaient d'énormes quantités de produits pour les revendre à l'Allemagne.

Et les matières premières telles que cuivre, zinc, nickel, et les foodstuff, les produits alimentaires, beurre, lard, cacao... Le coton, les lubrifiants, venaient souvent directement d'Angleterre ou de ses colonies.

Les faits cités par l'amiral Consett défont toute contradiction.

Il est établi que les Etats-Unis ont ravitaillé l'Allemagne dès le commencement de la guerre. La violation de la neutralité de la Belgique, les atrocités commises dans ce pays et dans le nôtre n'ont pas troublé leur quiétude. Et c'est la conscience tranquille qu'ils ont profité du conflit pour s'enrichir.

Le Danemark, la Suède, la Norvège se trouvaient à proximité



de l'Allemagne et ces Scandinaves ont fait comme les Etats-Unis. Jamais aussi belle occasion de gains inespérés ne s'était offerte et ils la saisirent. N'étant pas belligérants, ils en avaient le droit en apparence, ils s'en firent une fête.

Qu'ils se souviennent de leur conduite passée et interviennent moins âprement dans nos affaires au nom d'une justice et d'un humanitarisme à qui nous trouvons des relents d'huile et de lard.

Quand des peuples ont applaudi tacitement aux horreurs que les Allemands ont commises, ils sont malvenus à venir aujourd'hui nous faire la leçon. Nous avons de bonnes raisons de nous étonner que ceux qui ont été les pourvoyeurs de la bête féroce en soient les défenseurs aujourd'hui que nous lui limons les griffes. C'est, il est vrai, une visite de digestion.

Que les neutres plongés dans la matière trouvent tout naturel de s'enrichir grâce à la plus sanglante des guerres, cela s'est vu souvent et cela se verra encore.

Mais qu'un belligérant fasse de même, qu'il nourrisse son ennemi pour qu'il puisse prolonger le carnage, qu'il lui fasse parvenir par des tiers les matières dont on fabriquera des munitions pour tuer ses propres enfants et ses camarades de combat, voilà ce qui n'était pas encore arrivé dans une mesure aussi grande.

Les dates, les quantités de marchandises, les modes d'expédition, de transmission que l'amiral Consett nous donne font un réquisitoire écrasant contre les mercantis anglais.

Les extraits des discours, prononcés dans le Parlement par les membres du gouvernement ne sont pas moins édifiants. Les ignobles mercantis sont défendus. « Si l'on permet le passage des provisions, dit-on, c'est que l'on veut rester en bons termes avec les neutres ! » Hélas, il s'agissait de « gagner ».

Ma conclusion est que, si les habitants de l'île marchande ont une passion du gain assez impérieuse pour ne pas hésiter à l'assouvir même en collaborant au massacre de leurs enfants, il ne faut pas espérer, que la guerre finie, ils changeront rien à leur conduite d'avant-guerre.

Il est tout naturel qu'ensuite ils aient placé leurs capitaux en Allemagne, s'y associant aux commerçants et aux industriels, y achetant des immeubles, en un mot y faisant de très bonnes affaires.

Dans ces conditions, ils devaient prendre contre nous la défense de leurs clients d'hier et d'aujourd'hui, d'autant plus volontiers qu'en « gentlemen » ils leur doivent, comme les Scandinaves, une visite de digestion.

Nous leur conseillons toutefois de ne pas prolonger trop la visite, d'éviter par exemple de nous traiter comme ils le font à Cologne et dans les environs. Nous leur conseillons de ne pas exagérer la légalité. S'ils continuent, nous les en prévenons, le jour

où ils auront besoin de la France, ils ne la trouveront plus. Elle s'était donnée de tout cœur à son Alliée, elle s'en détache présentement. Déjà nous entendons dire par des Français qui furent de chauds amis de l'Angleterre : « Il vaudrait mieux s'entendre avec le Boche que de continuer à nous laisser rouler par les Anglais. »

Un publiciste Anglais écrivait dernièrement : « L'entente avec la France est à un prix terrible, nous en avons besoin, mais elle devra nous faire des concessions. » Que l'Angleterre ne table pas sur des concessions. Nous n'en ferons plus. Nous sommes au bout de notre patience et aussi, pour un instant, de notre bêtise.

---



## V. — Le Pays du Dollar

Dernièrement, le Colonel House, ancien bras droit de l'illustre Président Wilson nous avertissait que nous « ne devons rien attendre des Etats-Unis ».

Le conseil nous paraît excellent. Nous engageons nos compatriotes à en faire leur profit. Et cela pour deux raisons : la première est qu'un proverbe très sage consacré par l'expérience, nous enseigne qu'il ne faut « s'attendre qu'à soi-même ; la deuxième raison est que nous sommes en situation de nous passer d'autrui. Il y en a même une troisième qui vaut mieux que les deux autres, à savoir que les Etats-Unis ne peuvent nous aider.

Grâce à une incessante et habile publicité, cette République s'est auréolée de grandeur. Elle occupe de vastes territoires qui lui donnent les apparences d'une puissance formidable. Nous voyons volontiers un corps robuste dans l'assemblage d'une infinité de races différentes. Nous croyons aussi que cette fédération de 48 états juxtaposés entre l'Océan et le Pacifique a une unité nationale comparable à la nôtre.

Or, les Etats-Unis sont loin d'une telle cohésion, et l'on peut douter qu'ils la créent jamais par la seule magie du dollar.

Pour l'instant ce n'est encore qu'une « agglomération d'intérêts opposés ». La moitié seulement de la population est d'origine anglo-saxonne, elle ne pourra pas suffire à assimiler le reste composé de Slaves, de Latins, de Balkaniques, de Grecs, de Juifs, de Noirs, de Jaunes, Chinois, Japonais, qui tous constituent des groupements considérables.

Déjà des conflits de races ont éclaté. Les Japonais en particulier, redoutés et haïs dans l'Ouest, sont considérés comme indésirables.

Les récentes mesures prises pour restreindre l'émigration sont certainement inspirées par la crainte de « l'inassimilation », autant que pour empêcher qu'une offre trop considérable de main-d'œuvre étrangère ne fasse abaisser les salaires. Des magnats de l'industrie disent qu'il vaudrait mieux recourir aux machines.

Mais que cette restriction dure quelques années, et les Etats-Unis se dépeupleront à vue d'œil.

En effet, la natalité est insignifiante dans ce pays, où le but de la vie est la conquête du dollar et la jouissance d'un confort aussi complet que possible. Cette ambition des individus entretient une inquiétude d'esprit qui prive la famille américaine de cette stabilité que la nôtre possède. Cette société mobile se renouvelle sans

cesse, et elle nous paraît manquer d'avenir, faute de racines et de traditions.

Aux Etats-Unis, grâce à ces facilités incroyables que le milieu a prodiguées, des lanceurs d'affaires audacieux et habiles ont osé des entreprises gigantesques. Des fortunes dont nous n'avons pas l'idée dans notre pays, se sont constituées rapidement. Et l'on voit des milliardaires conduisant des troupeaux d'ouvriers attirés des quatre coins du monde par l'appât du gain. D'où, des problèmes sociaux difficiles à résoudre qui s'ajoutent aux antipathies de races.

Les politiciens des Etats-Unis ont donc de quoi s'occuper chez eux, et il est naturel qu'ils aient peu le goût d'intervenir dans la politique du vieux monde, sauf toutefois quand les intérêts matériels de leurs commanditaires s'y trouvent associés. Car ces politiciens sont au service des milliardaires qui financent les élections. Ainsi, dans ce pays, l'argent est tout-puissant, et la politique lui est soumise. Le dollar est le seigneur. C'est au point que l'admiration sinon l'estime, pour les individus, sont dispensées d'après la fortune. Et on dit « Un tel vaut tant de millions », comme on dirait chez nous « Un tel a découvert le remède de la rage, un tel a remporté la victoire de la Marne ». Ce n'est pas de ce pays que von Bulow dira qu'il fait passer ses besoins psychiques avant ses besoins matériels.

Aussi, lorsque ces sympathiques Boches déchaînant la guerre en Europe, violant brutalement la neutralité de la Belgique au mépris du droit des gens, commirent les atrocités que l'on sait, le gouvernement des Etats-Unis ne sourcilla pas. Sa conscience ne fut pas soulevée par cette insultante violation des lois divines et humaines. Sans doute, la sympathie de millions de Germano-Américains contribua à tant d'indulgence.

Naturellement, les businessmen des Etats-Unis virent d'abord dans cette guerre une superbe occasion de réaliser des bénéfices considérables en commerçant avec les belligérants, quels qu'ils fussent.

La presque totalité de l'or d'Europe afflua ainsi dans les caisses des Yankees. Avant la guerre, ceux-ci cherchaient des capitaux, aujourd'hui ils en offrent. Cette pléthore est telle qu'elle complique leur situation économique. Et ils souffrent d'un embarras d'argent, comme d'un embarras gastrique.

Leurs affaires vont plus mal, qu'avant la guerre et à l'imitation des Anglais, ils sont mécontents, et beaucoup d'entre eux attribuent ce malaise économique au Traité de Paix. Et, bien que nous ayons aux Etats-Unis de bons défenseurs, la masse facile à tromper prête aux calomnies des Boches une oreille trop accueillante.

Nous lisons en effet dans certains journaux des Etats-Unis des appréciations sur notre compte qui nous surprennent.



C'est à se demander si parmi ceux qui passèrent l'eau au cri de « Lafayette » il n'en est pas beaucoup qui regrettent leur escapade. En tout cas, ils n'entendent pas que ce soit comme on dit « pour l'amour de l'art », car s'ils nous font de beaux discours, les combattants demandent que les sommes qui nous furent avancées, soient remboursées pour leur être distribuées.

Actuellement, nous sommes pour les Etats-Unis des débiteurs et rien de plus. Ils se comportent à notre égard, comme des commanditaires qui regrettent d'avoir mis de l'argent dans une affaire et demandant à être remboursés par leurs associés.

Ce procédé un peu sec se comprend bien de la part des gens dont la vie est consacrée à faire du dollar par tous les moyens imaginables.

Ne vous étonnez donc pas de ce que leur politique extérieure soit une pure politique d'affaires.

Par exemple, s'ils gardent le contact avec leurs anciens Alliés ce sera, lors de la Conférence de Lausanne, pour participer aux pétroles de Mossoul et du Kurdistan, ou bien pour obtenir des concessions en Anatolie. Mais, ils refusent de se mêler à la politique de l'Europe parce qu'ils ne se soucient pas de contribuer à l'exécution du Traité qui ne leur vaut aucun bénéfice immédiat. Aussi, nous les avons vu conclure une paix à part avec les Boches, puis une autre avec les Turcs.

Cependant, leur dédain pour le vieux monde n'est qu'apparent. Il disparaît dès qu'ils flairent des business qui paient bien. Lorsqu'ils nous invitent à la justice, à la pitié, à l'humanité, en faveur du vaincu, ils songent d'abord à sauver les capitaux qu'ils ont engagés dans les entreprises allemandes. A l'occasion, ils savent aussi gonfler une note à payer. Voyez le milliard qu'ils réclament pour leurs frais d'occupation en Rhénanie. C'est édifiant. Mais c'est bien naturel, étant donnée leur tournure d'esprit. On ne peut guère leur reprocher d'avoir profité de ce que nos négociateurs n'avaient pas eu la prévoyance de fixer à l'avance un même prix pour tous.

En exposant ces faits, nous voulons moins adresser des critiques à nos anciens camarades de combat que montrer quel est leur caractère. Mais, si nous aurions tort de leur reprocher de suivre leurs propres instincts, notre tort serait encore plus grand de nourrir à leurs égards des illusions vraiment puérides.

Nous devons admettre que la lointaine démocratie des Etats-Unis est incapable de nous comprendre, aussi bien que notre voisine l'Angleterre.

Pas plus à Chicago, qu'à New-York ou à Yokohama, où fleurit le Ku Klux Klan, ces descendants de ceux qui se sont expatriés ne peuvent s'expliquer notre patriotisme, il leur semble le fait de

snobs viellots tandis que pour nous il est une simple manifestation de notre instinct de conservation.

Nous sommes placés à côté d'une race de proie qui depuis bientôt deux mille ans, se jette sur notre pays pour le piller. Fatalement, nous avons passé des siècles à lutter, pour nous enfermer dans des frontières qui nous abritent de l'invasion.

Après le terrible cataclysme, où nous aurions pu sombrer, nos craintes se sont ravivées et nous voudrions bien éviter à nos descendants le retour de maux aussi épouvantables.

Comment voulez-vous que des gens, qui n'ont pas vu la guerre dévaster leur pays, les maisons brûlées, les monuments détruits, les populations torturées, tout anéanti scientifiquement, comment voulez-vous que ces gens, qui n'ont pas connu l'invasion et ne la redoutent pas, puissent nous comprendre ?

Ils n'ont pas d'ennemis qui les menacent du dehors, ils vivent à l'abri des océans. Ils peuvent se dispenser de construire des forteresses et des chemins de fer stratégiques, ils n'ont pas besoin d'une armée toujours prête et coûteuse. Quelques troupes leur suffisent pour conquérir de temps à autres des terres à peine défendues. Ils ont tout loisir de se livrer aux travaux de la paix. Et faisant du dollar en parfaite sécurité, ils ne peuvent pas du tout comprendre que nous soyons si préoccupés d'assurer la nôtre.

Le patriotisme leur semble une niaiserie d'autrefois. En effet, aux Etats-Unis, les représentants de peuples qui se combattaient en Europe vivent côte à côte et en paix. Pourquoi n'y aurait-il pas aussi des Etats-Unis d'Europe ? Alors la paix perpétuelle règnerait, et tous pourraient faire des affaires avec tous, et tous s'enrichiraient de la graisse de la terre.

Les citoyens de la Grande République admettraient notre répugnance à accueillir ces rêves charmants, s'ils n'ignoraient pas notre histoire. Mais ils ne se mettent pas à notre place, et ils n'ont pas la moindre idée des dangers dont l'Allemagne nous menace. C'est perdre son temps que de chercher à les convaincre que toute notre ambition se borne à vouloir assurer notre sécurité et en même temps à obtenir la réparation des dommages, qu'un impitoyable ennemi nous a infligés méthodiquement.

Les Anglais et les Boches ont propagé aux Etats-Unis l'idée que nous trompons le monde quand nous parlons de sécurité, qu'en réalité, nous voulons d'abord nous agrandir et établir en Europe l'hégémonie de la France.

Mal renseignés, en ce qui nous concerne, absorbés par leurs difficultés intérieures, politiques ou économiques, les Etats-Unis ne se soucient pas de concourir à notre relèvement.

Ce serait un enfantillage d'en espérer un utile concours. En réalité, pas plus que les Anglais, ils ne sont en état de nous aider.

Certains espèrent qu'ils nous feront, un jour ou l'autre, « remise



de nos dettes de guerre », dont ils n'auraient jamais dû être question car cet argent a été dépensé pour une cause commune ? Comment ne sentent-ils pas combien il est monstrueux de demander à une alliée une **indemnité de victoire** après avoir exonéré l'agresseur de toute indemnité de guerre ?

Ainsi que nous l'avons dit, il y a lieu d'établir un bilan sérieux de toute cette affaire. Après quoi, les comptes seront faciles à régler, et pour notre part, nous aurons droit à plus d'une ristourne.

---

## VI. — La France

En attendant, nous devons agir, comme une nation virile, assez forte pour défendre elle-même ses droits et ses intérêts, sans implorer la faveur ou l'approbation d'autrui.

Pendant la conférence de la Paix, nous avons, comme un Italien l'écrivit, été « **un peuple imbécile, qui ne sait pas défendre ses amis et qui ne veut pas être victorieux** ». Ensuite nous avons continué. On dirait que nous avons voulu faire notre cour aux Soviets qui réclamaient une paix sans annexion, ni indemnité !

Vraiment nous avons fort mal défendu notre cause. Au lieu de nous imposer comme nous en avons le droit et le devoir, nous avons plaidé humblement non coupables. Nous nous sommes confondus en excuses, cherchant par des concessions et des recrudes à nous faire pardonner l'audace impardonnable d'avoir épargné au monde le joug du « peuple de Seigneurs ».

L'Angleterre s'est permis à notre égard des brimades, telles qu'aucun de ses Dominions ne les auraient supportées sans montrer de belles dents. Notre soumission rappelle celle de Byzance vis-à-vis d'Attila, aussi bien en Orient qu'en Rhénanie, en Allemagne et en particulier dans la zone anglaise de Cologne.

Cependant, nous sommes loin du temps, où Palmerston pouvait nous menacer avec quelque chance de succès. L'Angleterre n'a pas d'armée ; elle a à peine une flotte. Nous savons par expérience que sa mobilisation n'est pas rapide. Ainsi Lloyd George, aussi bien que Wilson, se moquait de Clemenceau en lui offrant des garanties contre une agression allemande. En réalité, les deux compères offraient du vent, car ni les Etats-Unis, ni les Anglais n'ont et n'auront d'armée nationale. Nous ne saurions trop insister sur ce point.

Mettez la France, en face de ces « fantômes de force ». Comparez-la à l'Empire britannique en dissolution et aux Etats-Unis dans les limbes.

La France est soudée solidement et depuis longtemps, grâce à une longue suite de rois que l'on a appelés justement « condensateurs de l'énergie française ». Notre sol est fertile, propre aux cultures les plus variées. Nous aimons le travail, nous n'avons pas encore oublié l'économie. A la rigueur, nous pouvons vivre sur notre propre fonds, il n'est pas de meilleure garantie d'indépendance.

Comme nos voisins de Germanie nous menacent depuis qu'ils existent, ça été pour nous un qui-vive continuel et nous avons ainsi échappé aux longs repos amollissants. Cela a entretenu



l'énergie de notre race et nous faisons front à l'ennemi avec de bonnes armées composées de soldats résistants et braves que de bons chefs commandent.

Nous sommes sans doute moins riches en argent et en confort superflu que les Anglo-Saxons parce que nous avons moins de besoins. Mais nous sommes plus gais, nous sommes, comme ils disent plus « ascétiques » et partant mieux préparés à supporter les duretés de la vie et, quand le tocsin sonne, la guerre avec ses fatigues et ses périls.

Nous pouvons donc l'assurer sans forfanterie, mais avec une noble fierté, oui, la France est forte et puissante entre toutes les nations.

En vous exposant ces faits, notre intention n'est pas de vous inviter à des sursauts d'orgueil démesuré, mais de vous tirer de cette déception de la victoire qui vous assoupit. Nous voudrions vous débarrasser de ces trompeuses sensations de faiblesse qui vous enlèvent la conscience de votre force.

Munis comme nous le sommes des outils pour forger, l'hésitation ne nous est pas permise. Nous devons avoir une politique française dont la base sera notre force employée au service de la raison et de la justice.

Ne devons-nous rien faire à moins d'avoir sollicité par d'habiles plaidoiries le consentement universel ?

Ne nous est-il plus permis de faire un geste sans l'assentiment de l'Angleterre ?

Ne nous a-t-elle pas prouvé par une continuité d'actes sournoisements inamicaux, qu'elle ne veut à aucun prix notre relèvement et qu'elle vise surtout à conserver à l'Allemagne assez de puissance pour balancer la nôtre, sauf le cas échéant, à appuyer sur l'un ou l'autre plateau, au mieux de ses intérêts ?

Pourquoi conserver ce fil, à la patte ?

Pourquoi supporter certains personnages britanniques qui sont au moins incommodes ?

Demandez aux gens des Dominions quel est le procédé pour avoir gain de cause avec un Anglais. Tous vous répondront : « Ne jamais lui céder quand on défend son droit. Car si vous cédez, il exigera immédiatement autre chose ».

Ne cédonz donc plus. Nous n'en serons pas plus mauvais amis avec les Anglais et les autres.

Enfin l'entente existera, et elle sera cordiale, à moins que les Anglais ne se croient assez forts pour pouvoir se passer de nous.

Il fut un temps où Palmerston — dont Curzon est le très arrière-petit-fils, imposait sa volonté en nous menaçant d'une guerre qui permettrait de « ruiner notre commerce, de détruire notre flotte et de nous prendre nos colonies ».

Fort heureusement, nous n'en sommes plus là.

Un Français nous disait dernièrement : « Nous devrions avoir avec l'Angleterre une explication décisive, afin que nous sachions bien ce qu'elle veut. »

Cette explication nous paraît absolument inutile, car, hélas ! les faits sont là qui nous ont instruits.

Il est évident que les gouvernements anglais continuent la politique séculaire de leur pays. Le jour même de l'armistice, ils se sont mis à l'ouvrage.

Leur but a été d'affaiblir la France et de relever l'Allemagne de manière que la puissance de l'une des nations balance celle de l'autre, et que la France ne puisse pas « dicter la loi à l'Europe ». C'est là, paraît-il, notre arrière pensée !!!

En 1814, nos vainqueurs décidaient qu'à aucun prix nous ne devions être laissés en Rhénanie. Aujourd'hui, nos alliés britanniques ont le même programme.

Ils l'exécutent d'autant plus volontiers qu'ils commettent l'incroyable erreur de s'imaginer que leurs intérêts économiques concordent en ce moment avec leur vieille politique de bascule.

Ils se trompent doublement, mais comment dessiller les yeux de qui ne veut pas voir ? Comment détacher de l'Allemagne ces hommes d'affaires qui ont partie liée avec elle ? Cela est impossible. Ne perdons pas notre temps à des sermons inutiles.

En ce moment, l'Angleterre se débat dans des difficultés économiques que d'autres pays connaîtront qui, comme elle, ont abusé de l'industrialisation.

Avec une obstination incroyable, l'Angleterre cherche un remède à ses maux, au lieu de chercher à en supprimer la cause.

Elle en est aux cataplasmes, tandis qu'il faudrait une audacieuse opération chirurgicale.

Pour le moment, elle est lasse de nous entendre parler du Traité de Versailles, et de sécurité et de réparations. L'occupation de la Rhénanie lui déplaît, et quant à l'occupation de la Ruhr, elle l'a trouvée illégale et a prédit qu'elle se terminerait par un échec. Maintenant elle s'associe avec les gens de Berlin pour nous faire lâcher prise.

Après nous avoir amenés à réduire notre créance sur l'Allemagne dans une suite de conférences, où nous avons montré un désir de plaire regrettable ; elle nous engage maintenant à participer à une nouvelle conférence. Mais une conférence internationale, très vase. Dans quel but ? Tout simplement dans celui de se débarrasser définitivement du Traité en l'absorbant dans une convention générale de même nature.

La solution sera de diminuer encore la créance de l'Allemagne qu'on fixerait d'après sa capacité de paiement, laquelle capacité sera déterminée, mesurée par des experts compétents puis on



échelonnerait les paiements suivant un moratoire raisonnable. En outre, on invitera l'Allemagne à être bien sage, elle le promettra, et la France n'aura plus qu'à évacuer les territoires qu'elle occupe, afin que la douce Germanie puisse les exploiter et payer sa dette.

Nous ne savons pas si nos gouvernants vont encore se livrer à cette nouvelle marche à l'étoile. S'ils le font, ce sera la France qui sera la vraie victime d'une guerre où elle fut victorieuse. Nous resterons criblés de dettes et sans protection contre le *Deutschland uber alles*.

Nous pouvons mieux faire. Mais à la condition d'avoir devant les yeux le caractère des Prussiens. La guerre est leur industrie nationale ; ils sont des adorateurs de la force qu'ils confondent avec le droit.

Or, faute de les avoir châtiés, nous leur avons donné l'impression que nous étions faibles. Ils ne nous craignent pas. Ils nous défient, ils s'arment, ils préparent la revanche ; sans être gênés par la Commission de contrôle qui, depuis plusieurs mois, n'ose plus rien contrôler.

Si nous voulons calmer leur ardeur guerrière, nous avons à mettre une main de fer dans le gant de velours dont nous abusons. Bientôt nous les verrons souples comme la soie.

Mais nous ne devons pas continuer à montrer à l'égard des ministres berlinois ou autres une longanimité infinie. Nous ne devons pas supporter plus longtemps les insultes et les avanies. Si nous continuons à confondre la veulerie avec la prudence, si nous persistons à nous déconsidérer en croyant nous tenir dans la légalité, notre prestige qui décline en maint pays, disparaîtra. Les Allemands oseront nous attaquer.

Il ne faut pas que cela arrive. Il faut assurer d'abord notre sécurité, en montant la faction sur le Rhin, en surveillant le formidable arsenal de guerre qu'est la Ruhr, en organisant la République Rhénane qui sera pour nous ce que la Ligue du Rhin fut autrefois : une garantie de paix.

Quant à attendre que le Reich nous paie des réparations pendant un demi-siècle, n'y comptons pas. Il nous faudrait mettre la main sur ses finances et prendre des mesures de coercitions que nous ne prendrions pas parce qu'elles réclament de la suite et que nos gouvernants sont instables.

Mais nous sommes dans la Rhénanie et dans la Ruhr, nous tenons les régions les plus riches de l'Allemagne.

Triste et curieuse coïncidence ! leur étendue égale à peu près celle de nos régions dévastées. C'est dans ce pays dont nous aurions dû contrôler les finances dès l'armistice que nous pouvons trouver maintenant les ressources qui nous permettront de soulager notre budget des réparations.

Mais pour cela, il faut réaliser le vœu des Rhénans criant : « Los von Berlin ! » Ces gens nous déclarent qu'ils veulent vivre en paix avec nous et qu'ils sont prêts à payer leur part des dettes de guerre. A nous de les aider, de les protéger contre les bandes soudoyées par Berlin, d'empêcher les pangermanistes d'assassiner les séparatistes. Nous avons aussi le devoir de leur faciliter l'organisation d'une administration qui remplacera celle du Reich. Lorsque la République Rhénane sera réalisée, nous aurons à défendre son indépendance et à nous garantir du même coup contre les revanches possibles, en occupant solidement les têtes de pont. C'est seulement par ces mesures que nous pourrons améliorer peu à peu l'état de nos finances et vivre enfin en paix, tout au moins durant quelques lustres.

Tout cela doit être fait par la France, car elle en est seule capable. La Belgique aussi intéressée que nous pourra nous aider quand elle aura mis sur pied une bonne armée. Elle n'a pas d'autre moyen de s'éviter le retour d'une guerre que le Boche nous promet plus féroce que la dernière.

Pour conclure, on ne saurait trop le répéter, ne comptons que sur nous-mêmes pour arranger nos affaires en Orient, en Europe, et ailleurs. N'espérons rien des Anglais, ni des Américains.

Ces anciens camarades de combats ont des intérêts totalement différents des nôtres, mais qui se confondent souvent avec ceux des Allemands. Or, les gagneurs d'argent ne sont pas des héros de désintéressement. Acceptons le fait sans récriminer.

Les Etats-Unis ont signé avec l'Allemagne un traité à part. Déjà des compagnies de navigation germano-américaines se sont accordées et elles ont repris les amicales relations d'autrefois, le reste suivra.

Quand les Anglo-Saxons invitent les peuples à restaurer l'Europe, c'est de l'Allemagne, leur associée, qu'il s'agit.

Nos Alliés (?) auraient peut-être pu songer à restaurer la France. Mais leur bienveillance va au criminel, non à la victime.

Ne nous emportons pas contre nos ex-alliés, prenons-les pour ce qu'ils sont, mais ne nous laissons pas tondre. Révisons les comptes, complétons les surtout, et puisqu'on nous met en faillite, soyons de bons syndics de cette faillite, et démontrons, nous le pouvons, que nos prétendus créanciers nous doivent plus que nous ne leur devons.

Quant aux Allemands, traitons-les avec fermeté afin qu'ils nous respectent. Si nous ne le faisons pas, ils nous attaqueront, car ils croiront que nous les craignons. C'est leur nature, ils ne comprennent que la force, et ils ne voient dans la bonté qu'une manifestation de la peur. Un blessé boche qu'une de nos infirmières traitait avec douceur, lui dit : « Faut-il que les Français aient peur de nous pour que vous me soigniez aussi bien - »



Nous ne vous demandons pas d'être des bêtes fauves, mais tout simplement de n'être pas des imbéciles, qui, après « n'avoir pas voulu être victorieux », s'entêtent maintenant à une procédure poltronne et à une « manie d'approbativité » d'où finalement sortiront notre ruine et la guerre.

Ayons enfin conscience de notre bon droit et de notre force et nous préserverons notre chère France des dangers qui la menacent.







G. GENDREAU  
Imprimerie  
20, Bd de Clichy